

UJFP

UNION
JUIVE
FRANÇAISE
POUR LA PAIXEJP EUROPEAN JEWS
FOR A JUST PEACE**« Un intolérable chantage »***En soutenant l'Union des patrons juifs de France, Brice Hortefeux cautionne l'extrême droite sioniste.*

Que l'Union des patrons juifs de France (UPJF), officine d'extrême droite sioniste, ait organisé le 13 décembre un colloque intitulé « *Les ruses du nouvel antisémitisme contemporain : l'antisionisme* » est en soi conforme à ce qu'elle est. Un des groupes communautaires affectés au soutien indéfectible d'Israël quoi qu'il fasse. Il s'agit d'obtenir « enfin » ce que le rapport Ruffin demandait déjà en 2004, la pénalisation de l'antisionisme, qui ne serait qu'une couverture perverse de l'antisémitisme. Cela pourrait donc n'être qu'un non-événement, si la composition du large « panel d'invités » n'était, elle, pour le moins inquiétante. Placé sous l'égide d'un invité d'honneur, le ministre Hortefeux, le colloque a réuni tout ce que le gotha intellectuelo-médiatique rassemble de néoconservateurs et de promoteurs de l'islamophobie autour de questions telles que : « *Peut-on être antisioniste sans être antijuif ?* » ou « *La propagande antisioniste au plan mondial et ses conséquences* ». Un panel de juristes incluant le bâtonnier de Paris et l'inévitable Gilles-William Goldnadel examinait quant à lui la question : « *L'antisionisme est-il un délit ?* »

Mais, ce qui en fait un réel événement, c'est qu'au cours de ce « colloque » Brice Hortefeux a annoncé à la presse l'augmentation des actes antisémites en France (antisémites seulement !), déclaré que l'antisémitisme est le poison de la République (l'antisémitisme seulement !), et informé de la décision gouvernementale de nommer un préfet chargé de l'antisémitisme.

Loin de nous l'idée de banaliser les manifestations de l'antisémitisme, pour autant que l'on ne mette pas sous cette étiquette tout et n'importe quoi. Mais qui peut nier que ce ne sont pas aujourd'hui les Juifs qui sont les plus menacés en France ? Ce ne sont pas eux qui subissent prioritairement le retour de lois et de pratiques que l'on peut comparer à celles de Vichy : discriminations dans le travail et le logement, centres de rétention, contrôles au faciès, refoulement à l'entrée des boîtes, stigmatisation de pratiques religieuses... La complicité d'une classe intellectuelle et médiatique avec la pire des politiques ultralibérales, qui pratique la chasse aux étrangers et l'islamophobie d'État, ne cache même plus son jeu. La participation d'élus de gauche à un tel rendez-vous est franchement désolante. (Le « sous réserve » devant certains noms comme celui de Bernard-Henri Lévy n'est pas sans faire sourire.) Effectivement, on ne dîne pas avec Brice Hortefeux pour parler antiracisme sans prendre de sérieux risques sur l'avenir. Ces choses-là ne s'oublient pas. La compromission scélérate de ce clan avec cette politique est de nature profondément réactionnaire, de même que l'objet du débat : la volonté d'œuvrer à la pénalisation de l'antisionisme emprunte des directions implicites qui méritent examen. Certes, il s'agit d'abord d'obliger l'opinion française à se taire sur le sort de la Palestine, sur l'étranglement et le découpage de la Cisjordanie, sur la colonisation qui ne s'arrête pas, sur les crimes de guerre à Gaza en 2008-2009.

Mais ne nous y trompons pas, cette convergence est aussi poussée par l'inquiétude devant les premiers succès de l'appel au Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre cet Israël-là par les opinions mondiales, européenne et française en particulier. En effet, le boycott des produits israéliens, notamment issus des colonies, le désinvestissement d'entreprises liées à la colonisation, l'exigence de sanctions pour toutes les violations des droits humains et les crimes de guerre, cela ne peut que heurter ceux qui, comme l'UPJF, veulent à tout prix protéger Israël. Il faut donc imposer le silence sur l'écrasement de la Palestine ; en parler n'est pas seulement antisioniste, c'est aussi antisémite. Il n'est pas question de permettre un soutien actif des Palestiniens, comme on a pu le faire pour les Sud-Africains lors de l'Apartheid ; cela aussi, c'est antisémite. L'« être sioniste » qui se dessine en négatif est celui dont la volonté explicite est l'écrasement de la Palestine, en laissant à Israël les mains libres pour poursuivre son action de destruction jusqu'à l'achèvement. Une position qui ne peut que heurter des dizaines de milliers de Français d'origine juive qui, rejetant explicitement ou non le sionisme, refusent d'être embrigadés dans un programme aussi meurtrier et dans une conception de l'avenir d'Israël liée à l'éradication de la Palestine. À leur égard, la manœuvre politique est habile, qui commence par ne pas parler d'antisionisme mais à annoncer le doublement des actes antisémites dans l'année.

*Suite page 2***SOMMAIRE**[p.1-2](#) Un intolérable chantage[p.2](#) Décès de notre camarade D. Bensaïd[p.3](#) A propos de la chronique de Yann Moix[p.4-5](#) Actualités du BDS[p.6](#) - Israël construit un nouveau mur
- Qui sommes nous ?[p.7](#) - Le drame des migrants continue (ATMF)

- Notes de lecture

[p.8](#) Suppression du Ministère de l'identité nationale

UJFP expression

suite de la page 1

Faire peur aux Juifs avec l'antisémitisme, ça marche toujours. Parce que cela empêche de penser : par exemple, comment se fait-il que l'UPJF comme le Crif, qui ne manquent jamais d'afficher leur soutien à « Tsahal » et à Israël, même pendant la tuerie de Gaza, n'en disent pas un mot ici ?

Cette conception ne peut trouver écho non plus chez la grande majorité des citoyens français qui en ont assez de devoir se taire sur la Palestine sous peine de déclencher les foudres de leurs auditeurs, assez de la volonté politique officielle du « laisser faire Israël » tout en décernant hypocritement des prix des droits de l'homme aux victimes palestiniennes, pour se donner des allures équilibrées. Rappelons ici la misérable connivence avec le Crif du ministre des Affaires étrangères. Obligé de remettre un des cinq prix des droits humains attribués par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) au PNGO, la plateforme des ONG palestiniennes, Bernard Kouchner a décommandé la cérémonie des prix au Quai d'Orsay pour la délocaliser en catimini à l'Institut d'études politiques. Plus grossier encore, il a explicitement critiqué le PNGO pour sa participation à l'appel palestinien au BDS. Ainsi, à l'heure où le gouvernement pénalise le syndicalisme, pourchasse les réfugiés économiques et politiques et leurs enfants, criminalise la solidarité à leur égard, impose un débat sur l'identité nationale chargée de stigmatiser encore une fois les musulmans « non intégrables », les citoyens français, toutes origines confondues, seraient sommés de se taire sur les crimes israéliens.

Accepter un tel chantage aurait un double prix : le sacrifice de la Palestine d'abord, mais aussi le développement d'une société profondément raciste et ségrégative à l'égard de ceux que le débat sur l'identité nationale exclut d'avance de ce « nous » républicain (européen) réduit à un « Occident judéo-chrétien ».

*Michèle Sibony, co-présidente de l'Union juive française pour la paix
Politis jeudi 7 janvier 2010*

L'Union Juive Française pour la Paix a appris avec une très grande tristesse le décès de notre camarade Daniel Bensaïd.

D'autres que nous diront l'importance de sa contribution en tant que militant politique, enseignant, philosophe. L'UJFP, dont Daniel Bensaïd était membre depuis le début de la deuxième Intifada veut témoigner de l'importance de son apport à l'analyse de la « question juive », tant dans son autobiographie politique « Une lente Impatience » que dans sa réédition de « la question juive » de Karl Marx.

L'UJFP veut témoigner de son action pour une paix juste et durable au Proche Orient, notamment par sa contribution aux appels pour dénier le droit à l'Etat d'Israël et à ses défenseurs inconditionnels en France de parler et agir « en notre nom », et pour soutenir la lutte du peuple palestinien pour ses droits.

Militant internationaliste, il a accepté de porter avec nous sa judéité pour servir la justice, et l'humanité de l'autre. Sa générosité était aussi grande que sa pensée et sa modestie. Devant lui chacun se sentait important, pris en compte, écouté et respecté. Autant de qualités humaines rares et qui vont nous manquer.

Salut Daniel, ton combat, notre combat continue.

15/01/10

Plus de textes, plus d'info

Sur www.ujfp.org

UJFP 21, ter rue Voltaire, 75011 Paris 06 61 33 48 22
e-mail: contact@ujfp.org

Directeur de publication: A. Rosevègue
imprimerie spéciale

UJFP expression

A propos de la chronique d'Yann Moix

*L'Association culturelle juive des Alpilles intente un procès en sorcellerie- pardon, pour antisémitisme et discrimination- au cinéma Utopia pour leur présentation du film **Le temps qu'il reste** d'Elia Suleiman (audience le 15 février). La dite association utilise la chronique lamentable que Yann Moix a publié dans le Figaro en août dernier, ce qui a conduit Utopia à intenter à Yann Moix et au Figaro un procès pour injures.*

Retrouvez les informations sur cette affaire sur le site des cinémas Utopia (www.cinemas-utopia.org) et dans leurs dernières gazettes d'Avignon, Bordeaux, Toulouse et St-Ouen l'Aumône, où est publiée la réaction de notre camarade Claire Mialhe (ci-dessous)

« Faute de temps, quand on m'a signalé, peu après sa parution, la chronique d'Yann Moix attaquant Utopia, je n'y ai pas prêté grande attention. La relisant aujourd'hui, je suis partagée, comme beaucoup, entre la colère et la tristesse.

Je reprends le centre de ce texte : « *Le mot « milice » collé au mot « juif », ce n'est pas un oxymore, c'est une honte. C'est définir, évacuant Auschwitz d'un coup d'adjectif non seulement mal placé mais déplacé, un concept qui donnerait aussitôt vie, dans la foulée, à de jolis avatars comme des nazis juifs, des fascistes juifs, des hitlériens juifs* ».

Et comment pourrait-il ne pas exister de milices juives ou des juifs fascistes ? Est-ce que les Juifs ne sont pas des êtres humains ?

Il n'est nullement besoin d'en appeler à un nouveau concept. En 1926 déjà, Gershom Scholem signalait, avec d'autres intellectuels juifs, une pétition, adressée à la puissance mandataire, contre la création d'une milice juive en Palestine, arguant qu'il fallait tout faire pour « combattre l'esprit guerrier et militariste » dans les rangs sionistes et « dénoncer les slogans trompeurs qui vantent l'héroïsme et l'honneur national » (citation extraite de *Un juif allemand à Jérusalem* de M.R. Hayoun). Depuis, bien sûr, cet espoir s'est définitivement envolé puisqu'à la fin de l'année 1947, la « principale milice clandestine sioniste » s'installait à la Maison rouge de Tel Aviv où, en mars 1948, fut « mis la dernière main à un plan de nettoyage ethnique de la Palestine » (citation extraite de *Le nettoyage ethnique de la Palestine* de I. Pappé).

Mais, surtout, utiliser le nom d'un camp d'extermination nazi à ce point à la légère, pour le petit plaisir de faire glisser les mots les uns sur les autres, alors là, vraiment, c'est une honte.

Ensuite, avant de comparer, dans une autre partie du texte que je ne reprends pas, l'idée de lobotomisation des élèves dans les écoles israéliennes avec les textes de Robert Brasillach, il faut peut-être écouter les israéliens parler de leur propre système scolaire. Il n'est qu'à lire Tom Segev (*Le septième million*) pour voir que dès la naissance de l'Etat, on apprenait à l'école que dans le pays il y avait deux races : la race des dieux, qui étaient nés sur place, et une race inférieure : celle des Juifs qui venaient de la Diaspora. Sans compter les travaux menés actuellement en Israël sur ce qui est véhiculé dans les manuels scolaires à propos des Palestiniens et, plus généralement, des Arabes.

Il n'y a pas une « essence juive » qui serait forcément distincte d'une « essence nazie ». Il y a des êtres humains avec leurs histoires, leurs cultures et le risque, toujours, de vouloir se débarrasser de toute altérité. Prendre une posture qui consiste à dénoncer de l'antisémitisme là où il n'y en a pas n'évite aucunement de se laisser entraîner dans ce travers et, surtout, ne combat pas le racisme là où il est. C'est une posture aveugle qui nous met en grand danger.

A lire le texte d'A.M.F. dans la Gazette de Toulousen° 162, j'aimerais insister sur un point. Il me semble qu'il faut souligner que, quand le CRIF est intervenu en 2004, tentant de faire pression sur Utopia pour que le cinéma annule la venue de Leila Chahid à Toulouse pour le film *Ecrivains des frontières*, Utopia a répondu en programmant trois autres films sur le même sujet en plus d'*Ecrivains des frontières*. C'est-à-dire que face à ces tentatives de pression, il est possible de ne pas acquiescer. Mais, pour cela, il est nécessaire de penser. Ce que fait Utopia.

C'est un peu curieux, parfois, de voir comment certains événements relatifs à la Palestine sont déprogrammés par souci de ne pas déplaire. C'est à se demander si leurs organisateurs ont une incertitude quant à savoir si eux-mêmes sont antisémites ou non. Mais, après tout, il est vrai qu'il n'y a pas eu, après la seconde Guerre mondiale, et qu'il n'y a toujours pas, de questionnement sur le refus de l'altérité qui se présente sous la forme d'un racisme ou d'un autre. Sans doute est-ce pour cela, d'ailleurs, qu'on se préoccupe si peu de l'islamophobie actuelle. Après la seconde Guerre mondiale, il a été convenu qu'il était malséant de dire ouvertement du mal des Juifs mais il n'a pas été décidé de réfléchir vraiment à la difficulté, pour l'être humain, d'accepter l'altérité du monde, l'altérité des autres et l'altérité de soi-même. Alors, bien sûr, il ne reste qu'à se réfugier dans des postures, croyant que ça pourrait nous garantir d'être du côté du Mal. Mais il n'existe aucune garantie en cette matière, il n'existe que le choix entre l'aveuglement et la pensée.

Merci, en tout cas, au cinéma Utopia d'être parmi ceux qui aident à lutter contre la lobotomisation du monde, et en particulier contre la lobotomisation du judaïsme. »

UJFP action

Actualités du BDS

Dexia Israël change de politique

Nouvelle victoire partielle pour la campagne « Palestine occupée - Dexia impliquée »

Le 30 décembre sur le site web du Jerusalem Post. Le quotidien israélien y explique que la branche israélienne du groupe Dexia (Dexia Israel Public Finance) a annoncé par courrier à ses clients (des collectivités israéliennes) qu'elle n'accorderait plus de prêts aux colonies israéliennes.

Cette nouvelle a été largement rapportée dans la presse israélienne, palestinienne, et parmi diverses associations de solidarité internationale.

Notre plate-forme regroupe 69 organisations (associations, syndicats, partis politiques, communes, ...). Ensemble, nous militons depuis plus d'un an pour que le groupe Dexia rompe définitivement tous ses liens avec l'occupation israélienne : manifestations, pétitions, affiches, interpellations politiques, ...

Nous sommes sûrs que c'est grâce au travail de tous les militants et aux pressions qu'ils ont engendrées que Dexia amorce un changement partiel de sa politique en Israël, et ce, conformément à ce qu'avait annoncé Jean-Luc Dehaene lors de l'Assemblée Générale du 13 mai 2009.

La nouveauté réside dans l'officialisation de cette décision par la banque en Israël. Elle réside aussi dans les réactions négatives que cette annonce a apparemment suscitées chez les colons israéliens, certains de leur représentants exigeant du gouvernement israélien que Dexia soit privée de licence en Israël. L'arrêt de l'occupation et de la colonisation des terres palestiniennes est la cible in fine de notre campagne. Si les colons réagissent fortement, cela démontre que notre campagne a des effets directs sur la situation locale.

Dexia continue à financer l'occupation de Jérusalem-Est : la campagne se poursuit

La campagne « Palestine occupée - Dexia impliquée » se poursuivra jusqu'à ce que Dexia s.a. réponde favorablement à toutes nos revendications. Notamment l'arrêt des prêts accordés à la municipalité israélienne de Jérusalem. Selon le droit international, Israël occupe illégalement la partie orientale de la ville. Aujourd'hui, la construction de nouvelles colonies à Jérusalem-Est provoque l'indignation de toute la communauté internationale. Il est inacceptable que Dexia continue à collaborer financièrement à cette politique.

La campagne continue avec l'espoir ferme que Dexia rompe définitivement tous ses liens avec l'occupation de la Palestine.

Campagne BDS Belgique

Plus d'infos : Mario Franssen – 0498/54.16.42 – 02/209.23.50 – mario.franssen@intal.be

Le procès de Sakina Arnaud a eu lieu le mercredi 13 janvier à Bordeaux.

Carrefour partie civile pour « dégradation » (deux autocollants sur des emballages !). La Chambre de commerce France-Israël et « Avocats sans frontières » pour incitation à la haine raciale et discrimination.

Le verdict devrait être rendu le mercredi 10 février. Le procès a donné lieu à un rassemblement où de nombreuses organisations ont pris la parole : Ligue des Droits de l'Homme, Europaléatine, AFPS, Génération Palestine, Solidaires, FSU, NPA,... Des dizaines de militants venus de Paris (souvent des anciens du Caire) y ont participé. Nous publions l'intervention d'André Rosevègue pour l'UJFP :

Cher(e)s amis, cher(e)s camarades,

J'interviens ici en tant que co-président de l'Union Juive française pour la Paix et au nom de son Bureau national. Je ne vais pas vous dire longuement ce que vous savez déjà : il n'y a pas d'antisémitisme à examiner la politique d'un Etat, l'Etat israélien en l'occurrence, à constater qu'il se comporte en Etat criminel, à constater que les Etats dominants lui laissent poursuivre cette politique criminelle en toute impunité, et à choisir en citoyens du monde attachés aux droits humains d'appeler à faire ce que nos gouvernants ne font pas, avec la volonté de créer un mouvement pour peser afin que nos gouvernants soient obligés de le faire : sanctionner le crime. C'est cela, la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions.

Il s'agit bien de dire aux citoyens israéliens : vous ne pouvez pas continuer à tolérer ou à soutenir des gouvernements qui violent ainsi les droits humains et commettent de tels crimes. Avec les organisations de la société civile palestinienne, car il y a une société palestinienne et vous devez en reconnaître l'existence, nous vous appelons solennellement à respecter le droit international, à lever le blocus de Gaza, à cesser l'occupation de la Cisjordanie, à démanteler les colonies et le mur de la honte, à reconnaître le droit au retour des réfugiés, à cesser d'annexer Jérusalem Est, etc.

Il s'agit bien de dire aux citoyens israéliens : au delà des différences, c'est un régime d'apartheid que votre Etat impose au peuple palestinien. Oui, c'est bien avec le souvenir d'avoir contribué modestement à la chute du régime d'apartheid sud-africain, en soutien à la résistance du peuple noir d'Afrique du Sud discriminé, que nous participons à cette campagne BDS.

Le BDS (pas seulement le boycott) est un outil citoyen et politique, qui a fonctionné contre l'apartheid en Afrique du sud. L'écho de cette campagne en Israël même est un premier résultat.

Il s'agit bien de dire au Président de la République française, à son gouvernement, à son Ministre des Affaires Etrangères : ça suffit. Vous n'avez pas le droit de soutenir en notre nom une politique criminelle.

Il s'agit bien de dire aux responsables de l'Union Européenne : vous devez suspendre l'accord d'association avec Israël tant que cet Etat ne respectera pas le droit international.

Et des pays européens commencent à en tenir compte. En Norvège, en Suède, en Belgique, au Royaume Uni ou en Espagne, des mesures claires de désinvestissement ont été prises par des entreprises, en particulier pour ce qui concerne les investissements dans les colonies, mais pas seulement. Allons nous les traiter d'antisémites ? Quand la Suède refuse de participer à une rencontre aéronautique parce qu'Israël y est inscrite, elle boycotte. Quand la Norvège, suivie de la Suède, refuse d'inclure des entreprises israéliennes dans ses programmes de fonds de pension, quand Dexia se retire des colonies, c'est du Boycott. Quand la justice britannique menace de poursuivre les criminels de guerre israéliens et que Tzipi Livni en conclut qu'il vaut mieux qu'elle évite de venir, c'est un point marqué par la campagne. La France doit suivre.

C'est un intolérable chantage que dans un colloque de l'Union des Patrons Juifs de France visant la pénalisation de l'antisionisme, un colloque qui a réuni tout ce que le gotha intellectuel et médiatique rassemble de néoconservateurs et de promoteurs de l'islamophobie, le sinistre de l'Intérieur Hortefeux invité d'honneur ne s'y inquiète que de l'augmentation des actes antisémites (et seulement d'eux) et y déclare que l'antisémitisme, et seulement lui, est le poison de la République.

Allons plus loin : à l'heure où le gouvernement pénalise le syndicalisme, pourchasse les réfugiés économiques et politiques et leurs enfants, criminalise la solidarité à leur égard, impose un débat sur l'identité nationale chargé de stigmatiser encore une fois les musulmans « non intégrables », les citoyens français, toutes origines confondues, seraient sommés de se taire sur les crimes israéliens ? Et il faudrait croire au hasard quand ce sont Alima, Omar et Sakina qui sont les premiers choisis pour être poursuivis parmi les dizaines de français interpellés dans les mêmes actions ?

En tant que Juifs, porteurs d'une parole juive laïque, nous disons : non seulement il n'y a pas d'antisémitisme à critiquer l'Etat israélien, mais ce sont ceux qui traitent aujourd'hui d'antisémite la campagne BDS qui sont les premiers responsables du regain d'antisémitisme. Si la Justice cautionne l'idée que critiquer Israël, c'est être antisémite, alors comment lutter contre l'antisémitisme devant les crimes de guerre et les crimes contre l'Humanité commis par l'armée d'Israël ? Si nos gouvernants instaurent l'idée que critiquer le sionisme qui justifie la dépossession des Palestiniens de leur terre, c'est de l'antisémitisme, comment imaginer que les peuples du monde, solidaires de la résistance du peuple palestinien, ne soient pas tentés de se dire antisémites ?

Les Juifs d'Israël, et ceux des Juifs qui en France se sentent en empathie avec les Juifs d'Israël, doivent enfin comprendre que la politique d'Israël n'est pas seulement criminelle, elle est suicidaire pour les Juifs du monde entier. Le CRIF, qui se veut « représentatif » des Juifs de France, n'a pas le droit de parler en notre nom et de justifier les bombardements et le blocus de Gaza.

La politique que mènent les gouvernements israéliens successifs est une politique de guerre permanente. Le discours sur le processus de paix est un écran de fumée sur une poursuite de l'annexion et de la dépossession des Palestiniens. Les Juifs ne peuvent espérer vivre en Paix en Palestine en menant cette politique de la guerre sans fin. Il y a d'ailleurs un mouvement en Israël même pour le comprendre et le dire haut et fort Neve Gordon, universitaire connu, Udi Aloni, le fils de Shulamit ancienne ministre de l'éducation s'expriment clairement pour le boycott par voie de presse internationale et israélienne, et sont soutenus par une partie non négligeable des universitaires. La coalition des femmes pour une paix juste, le Centre d'Information Alternative AIC, et de nombreux israéliens juifs et palestiniens participent à la campagne "boycott from within" le boycott de l'intérieur. Avec les anticolonialistes israéliens qui ont compris cela, nous ne sommes pas ici pour excuser Sakina et les boycotteurs de leur action. Nous sommes là pour les remercier de tenter par leur action, une action dont nous sommes pleinement partie prenante, de hâter le moment où la paix pourra être instaurée, parce que les principes de Justice seront respectés.

Et puis certains veulent à tout propos parler du génocide des Juifs. Les médias ne cessent de revenir sur la question : qui savait quoi en 40, en 42, en 44 ? Que savait Pie 12 ? Qui à l'époque a dit quoi à qui ? Et qu'aurait-il pu dire ? Aujourd'hui, nous savons, et nous savons que tout le monde sait. Nous savons ce qu'endurent les Gazouis. Nous savons que nous sommes déjà dans la catastrophe humanitaire. Faudra-t-il attendre que tous les chefs d'Etat du monde soient morts pour qu'on puisse les accuser de complicité de crime contre l'humanité ? Oui, c'est bien de Sarkozy, d'Obama ou de Blair que je parle.

Il y a 40 ans, la jeunesse française défilait en disant « Nous sommes tous des Juifs allemands ». Cela me faisait sourire, moi dont le père était Juif polonais et la mère Juive roumaine. Aujourd'hui, ce sont toutes les générations qui doivent dire ensemble : « Nous sommes tous des Gazouis ! Nous sommes tous des Palestiniens ! »

UJFP réflexion

Israël va construire un nouveau mur à la frontière égyptienne

par Sylvain Mouillard

La construction de nouveaux murs au Proche-Orient semble sans fin. On connaissait déjà les «barrières de sécurité» israéliennes, qui entaillent profondément la Cisjordanie et séparent l'État hébreu de la bande de Gaza. On apprenait en novembre la construction par l'Égypte d'une barrière souterraine en acier entre son territoire et l'enclave palestinienne gouvernée par le Hamas.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a approuvé dimanche la construction d'un nouveau mur, cette fois à la frontière égyptienne. «J'ai pris la décision de fermer la frontière sud d'Israël aux éléments infiltrés et aux terroristes. C'est une décision stratégique visant à préserver le caractère juif et démocratique d'Israël», a expliqué Benjamin Netanyahu dans un communiqué.

Un responsable israélien, qui a requis l'anonymat, a précisé que trois barrières seront édifiées le long des 266 km de frontières entre les deux pays. L'une d'elles sera bâtie près de la ville méridionale d'Eilat, une autre à proximité de la bande de Gaza. Selon le journal israélien Haaretz, le coût du projet du ministère de la Défense, qui doit voir le jour d'ici 2012, avoisine les 280 millions d'euros. La BBC indique que l'Égypte ne devrait pas s'opposer à la construction des murs, dans la mesure où ils sont situés en territoire israélien.

«Meurtres illégaux» de migrants

Ces derniers doivent permettre de combattre l'immigration clandestine, en provenance majoritairement du Darfour. «Israël autorisera l'entrée de réfugiés en provenance de zones de conflit mais ne permettra pas que ses frontières soient utilisées pour inonder le pays de travailleurs illégaux», a ainsi déclaré Benjamin Netanyahu.

Le ministère de l'Intérieur israélien évalue à 300.000 le nombre de personnes en situation irrégulière sur son territoire. Au cours des cinq dernières années, 24.000 migrants seraient passés illégalement par la frontière méridionale, selon des chiffres cités par l'IRIN, un réseau d'information rattaché au bureau des affaires humanitaires de l'ONU.

Si Israël fustige régulièrement le manque de contrôle des autorités égyptiennes dans cette région désertique, plusieurs ONG ont critiqué le traitement qui y est réservé aux migrants africains. En septembre, l'ONG Human Rights Watch (HRW) a demandé au Caire de «mettre fin immédiatement aux meurtres illégaux de migrants et demandeurs d'asile».

20 morts en 2009

28 personnes auraient été tuées par les tirs des policiers égyptiens en 2008, selon Amnesty International, et une vingtaine en 2009. Ce chiffre pourrait être «beaucoup plus élevé», d'après les témoignages de migrants érythréens, indiquant que de nombreux cadavres seraient abandonnés dans le désert.

Il y a quatre mois, HRW pointait également l'attitude des forces israéliennes, qui renvoient par la force certains migrants en Égypte, sans même examiner d'éventuelles demandes d'asile. «Cela viole la législation internationale», expliquait l'ONG.

Libération 11/01/2010

Qui sommes nous ?

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994 - lors de la fête de Pessah de 5754 – comme section de l'Union Juive Internationale pour la paix (UJIP) disparue depuis. Elle est aujourd'hui membre de la Fédération des Juifs européens pour une Paix juste (EJJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour « créer un monde meilleur ».

Le sionisme a abouti à la création de l'État d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en oeuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien et du droit de créer son propre État indépendant. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967 et sans le droit au retour des réfugiés palestiniens.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant la voie à la paix.

L'UJFP regroupe des membres, Juifs ou non, qui oeuvrent ensemble

– pour le « vivre ensemble » en France comme au Proche Orient,

– pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,

et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

UJFP réflexion



FTCSR

فدرالية التونسيين مواطني الضفتين

3, rue de Nantes 75019 Paris
Tel/ fax : 01.40.34.18.15
ftcr@ftcr.eu
www.ftcr.eu

FÉDÉRATION DES TUNISIENS POUR UNE CITOYENNETÉ DES DEUX RIVES

Le drame des migrants continue

Mort suspecte dans un centre de rétention belge

Lundi 4 janvier, M. Yahya Tabbabi, 31 ans, demandeur d'asile politique de nationalité tunisienne, originaire de la ville de Redeyef du bassin minier de Gafsa, est décédé dans le centre de rétention pour étrangers en situation irrégulière à Vottem, près de Liège, en Belgique.

Les circonstances de son décès restent obscures.

Alors que le directeur du centre fermé et la porte-parole de l'Office des Etrangers évoquent un problème de toxicomanie, la famille de M. Tabbabi, que nous avons contactée, plusieurs autres retenus au centre de Vottem et les associations locales de défense des droits de l'Homme évoquent un problème de maladie non soignée.

Rappelons que M. Tabbabi, était parmi les sans papiers Nantais, originaires de Redeyef, qui occupaient un immeuble du quartier « Sillon de Bretagne » à Saint-Herblain dans la Banlieue de Nantes, que ce groupe avait été expulsé par la police le 15 décembre 2009 et leurs affaires jetées à la déchetterie.

Suite à cette expulsion M. Tabbabi a choisi de partir en Belgique où il a été interpellé le 31 Décembre 2009 avant de décéder trois jours après au centre de rétention de Vottem.

La Fédération des Tunisiens Citoyens des deux Rives (FTCR) :

- présente ses sincères condoléances à la famille de M. Tabbabi, à ses proches et à ses amis et les assure de son soutien dans ces moments difficiles.
- affirme son soutien aux détenus au centre de rétention de Vottem qui ont entamé une grève de la faim.
- demande la libération et la régularisation de tous les détenus.
- demande que toute la vérité soit faite concernant la mort de M. Tabbabi.
- condamne les politiques européennes en matière d'immigration qui nient les fondements de la liberté et des droits démocratiques en permettant d'emprisonner les étrangers sans jugement.
- dénonce la collaboration des pays du sud avec les autorités des pays européens, notamment de la Tunisie, dont les services consulaires collaborent « admirablement » avec les administrations françaises et européennes sans prendre en compte les intérêts des ressortissants tunisiens qu'ils seraient pourtant censés défendre.
- exige l'arrêt des expulsions et la fermeture des centres de rétention en France, en Europe et au Maghreb.

Pour la FTCSR
Mouhieddine CHERBIB

Note de lecture: Michel Dreyfus *L'antisémitisme à gauche. Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*. Paris, La Découverte, 2009.

Ce n'est pas une énième histoire de l'antisémitisme mais une histoire de l'antisémitisme en France chez des individus considérés comme étant ou ayant été de gauche. Car si l'antisémitisme semble évident à droite, nous avons de la peine à l'admettre à gauche. (...) Cet ouvrage est l'ouvrage d'un historien et un ouvrage de référence indispensable. Si je fais quelques réserves ce sera sur sa conclusion : j'estime, et je ne suis pas la seule, qu'à force de redouter l'antisémitisme (et d'omettre l'islamophobie) nous faisons le jeu des sionistes et des gouvernements d'Israël, de ceux qui se disent de gauche comme de ceux de droite. C'est une manipulation analogue à celle de la récupération de la shoah.

lire l'intégralité du texte de Françoise Weil sur www.ujfp.org

UJFP action

Pour la suppression du Ministère de l'identité nationale et de l'Immigration

Le ministère de l'identité nationale, de l'immigration et du codéveloppement, c'est le Ministère de la rafle et de la Honte, c'est le Ministère des colonies. En créant un « ministère de l'immigration et de l'identité française », puis en organisant avec le Ministre Besson un « Grand débat » sur l'identité nationale qui mobilise les moyens de l'Etat, Nicolas Sarkozy encourage et organise le racisme, l'islamophobie et la stigmatisation d'une partie de la population. Ouvertement ciblés, les musulmans, destinataires d'une loi annoncée sur la Burqa, en butte aux faux dérapages/vraies insultes d'un Hortefeux ou d'une Morano, ministres en exercice d'un gouvernement qui tombe le masque. Le Président de la République met aujourd'hui en cohérence ses idées développées dans les discours de Marseille, Toulon et Dakar avec ses actes. C'est tout simplement la réintroduction d'un « Ministère des colonies » qu'il impose à la France. Comme l'on déclaré les historiens et démographes qui ont démissionné des instances du musée de l'immigration : « Associer immigration et identité nationale, c'est inscrire l'immigration comme "problème" pour la France et les Français dans leur être même ». C'est utiliser sans vergogne la technique déjà éprouvée du « bouc émissaire », afin de dresser les gens les uns contre les autres et les détourner des vrais problèmes. C'est aussi permettre à un système toxique de perdurer en privilégiant les véritables responsables de la crise, bénéficiaires d'une mondialisation inhumaine.

Ce Ministère utilise des méthodes dignes du temps des colonies: rafles de sans papiers, contrôles d'identité au faciès illégaux, contrôles dans les restaurants, les cafés, les épiceries, devant les écoles, dans les hôpitaux, jusqu'aux administrations (centres de Sécurité Sociale, impôts, pôle emploi) cyniquement invitées à la délation. Il organise des centres de rétention surpeuplés avec miradors, barbelés, fouilles, contrôles et vexations. La police expulse des familles arrêtées au petit matin à leur domicile. Au nom de l'identité nationale on démantèle le droit d'asile, on renvoie des Afghans dans un pays en guerre après les avoir traqués, et on casse le droit au regroupement familial. La politique dite de « codéveloppement » n'est qu'un trompe l'œil permettant la continuation des politiques néo-coloniales. L'« immigration choisie » débouche sur un pillage des cerveaux qui renforce le pillage des ressources naturelles des pays d'immigration, rendu possible par la complicité des dictateurs africains « amis de la France ». Cette grande famille françafricaine sera d'ailleurs au complet pour le défilé du 14 juillet en cette année 2010, cinquantenaire hypocrite des indépendances africaines.

Cette politique anti-immigrés se double d'une stigmatisation et d'une ségrégation des quartiers populaires qu'il s'agit de quadriller à l'aide des BAC et des CRS. Lors des émeutes de novembre 2005, le pouvoir avait même été jusqu'à reprendre la loi sur l'Etat d'urgence utilisée durant la guerre d'Algérie.

Malgré les promesses faites à la suite des mouvements de protestation et de la grève générale contre la « profitacion », dans les territoires d'outre-mer, les pratiques coloniales perdurent comme le montrent les révoltes sociales actuelles.

Au mois de février le Ministre Besson rendra son rapport sur l'identité nationale. A un mois des élections régionales, le pouvoir veut utiliser la haine contre les immigrés et leurs descendants pour siphonner les voix du Front national. Nous devons refuser cette politique qui sème la division et nous appelons à une manifestation pour la suppression du ministère de l'Immigration. Cette manifestation est organisée 5 ans après le vote de la loi sur la colonisation positive et dans le cadre de la 5eme semaine anticoloniale du 19 au 28 février 2010

Le 23 février 2005, l'Assemblée nationale votait un amendement qui consacrait "le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord » alors que pendant plus de quatre siècles la France a participé activement à la traite négrière, à la déportation des populations de l'Afrique sub-saharienne, a massacré et imposé sa loi à des dizaines de peuples dont elle a pillé les richesses, détruit les cultures, ruiné les traditions, nié l'histoire, effacé la mémoire.

Nous avons fait reculer le pouvoir il y a 5 ans qui a dû supprimer l'article 4 de la loi colonialiste du 23 février 2005. Nous pouvons le faire reculer aujourd'hui en exigeant et en obtenant la suppression du Ministère de l'Immigration. Participons à la création d'un ministère de la décolonisation et de l'égalité réelle. Obtenons la régularisation de tous les sans-papiers et le droit de vote des immigrés. Construisons et préparons dès maintenant les changements et propositions permettant de sortir du colonialisme !

Tous ensemble exigeons, la suppression du Ministère de l'Immigration !

Tous ensemble pour sortir du colonialisme !

Premiers signataires: Mrap, Cercle Frantz Fanon, FETAF, Cedetim, Afaspa, USTKE, ZEP, ACCA, NPA, Les Verts, PCF, Survie, les oranges, Respaix, Conscience Musulmane, Réveil des Consciences, 93 au cœur de la république, Generation Diversité, Ishtar, CCIPPP, MJKF, CREF, Pôle Ethique, Identité Plurielle, CMF, Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie CRI, CAAC-Comores, Droits Devant, ENAAC, Mouvement Citoyen pour la Diversité - MCD, ATMF, Peace Breather, UJFP

Manifestation le samedi 27 février 2010